

Malgré 16 millions d'abstentions et de votes blancs ou nuls lors du second tour de l'élection présidentielle, malgré une élection largement motivée par la volonté de battre la candidate du FN, Emmanuel MACRON affiche sa volonté d'appliquer un programme de destruction des « conquis sociaux » !

La nomination d'un gouvernement dont les principaux Ministres sont de fervents partisans d'une politique économique et sociale libérale en dit long :

1) Casse du code du travail : Presque tout pourra se discuter au niveau de l'entreprise, c'est la mise à mort des conventions collectives et du code du travail. Les indemnités prudhommales en cas de licenciement abusif seraient plafonnées. La politique de déréglementation du marché du travail initiée sous HOLLANDE génère chômage, précarité et explosion des inégalités, son ancien Ministre Emmanuel MACRON propose de l'amplifier. Une réécriture du Code du travail est possible. Preuve en est la proposition de réécriture, démarche accompagnée par la CGT, d'un Code du travail plus court, plus clair, plus respectueux des salariés, une réécriture progressiste pour un code du travail du XXIème siècle !

2) Poursuite de la casse de la protection sociale : En remettant en cause le financement de l'assurance maladie et de l'assurance chômage, c'est tout l'édifice de la protection sociale qui se retrouvent en danger. Par ailleurs MACRON programme la fin des régimes particuliers de retraite par la mise en place d'une retraite « universelle ». La CGT a des propositions d'amélioration de notre protection sociale prenant en compte les besoins nouveaux de la population (perte d'autonomie, ...) tout en développant une Sécurité sociale professionnelle pour garantir les droits individuels des salariés.

3) Casse des Services Publics : Pour les collectivités locales, suppression de 70 000 fonctionnaires et 10 milliards d'économies budgétaires. Pour l'Etat, suppression de 50 000 fonctionnaires et 60 milliards d'économie. Suppression d'1/4 des départements ! Pour la CGT, il ne peut y avoir de solidarités et de développement économique sans une présence forte des services publics dans la proximité !

4) De nouveaux cadeaux au MEDEF : L'Impôt sur les sociétés passerait de 33,3% à 25%. Le CICE seraient transformé en allègement de cotisations sociales (+ de 20 milliards d'euros par an), baisse de l'ISF. Aujourd'hui environ 200 milliards d'euros d'aides publiques aux

Entreprises, sont distribuées sans aucune contrepartie (allègements de cotisations sociales patronales, CICE,...). La CGT souhaite que l'on aide les entreprises qui réinjectent leurs plus values dans les salaires, l'emploi et l'investissement et non dans les dividendes des actionnaires !

5) De l'argent pour la guerre : Hausse du budget des armées, soutien aux interventions extérieures, MACRON compte poursuivre et amplifier la politique de « va-t-en-guerre » de la France. Le Ministère de la Défense Nationale est d'ailleurs renommé Ministère des Armées...

Pierre GATTAZ, Patron du MEDEF le reconnaît lui-même en déclarant dans une interview sur CNEWS : « Pour l'instant, Emmanuel MACRON fait un sans faute ! »

Emmanuel Macron compte imposer, sous l'injonction de Pierre Gattaz, les vieilles recettes libérales puissance dix ! A ce programme, la CGT oppose des revendications pour le progrès social : ! La réduction du temps de travail à 32 heures, ! L'augmentation des salaires et des pensions de retraite, !

Le renforcement du droit d'expression des salariés et d'intervention de leurs représentants, ! L'amnistie pour les militants syndicaux et le respect des libertés syndicales, ! Le renforcement des conventions collectives et le rétablissement de la hiérarchie des normes et du principe de faveur. Alors que se profilent les élections législatives qui installeront au Parlement celles et ceux qui voteront les lois de la République,

La CGT VAR réaffirme ses valeurs de solidarité et de fraternité pour le progrès social. Aussi, elle appelle à faire barrage à l'extrême droite et à battre tous ceux et celles qui veulent porter atteinte au progrès social et cautionnent les politiques libérales menées depuis plus de 10 ans.

Sans attendre, la CGT Var appelle à faire du 8 juin, comme dans les autres départements de la région PACA, une journée de déploiement dans les entreprises et sur les territoires auprès des salariés, retraités et privés d'emplois pour exprimer leurs exigences !

Un temps fort marquera cette journée lors d'un RASSEMBLEMENT de 12 h à 14 h, Place

BESAGNE à TOULON.